


Numéro	Objet	Envoyé en préfecture le 12/12/2024 Reçu en préfecture le 12/12/2024 Publié le  Date Nomenclature		
090/2024	Convention de financement de travaux - intégration des ouvrages de distribution publique d'électricité dans l'environnement – Chemin de l'Arenier (TR1) - Article 8 : Reliquat 2023 – Eyragues/SMED13	ID : 013-211300363-20241210-24	CM_090-DE	de mandat

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

### Commune d'Eyragues (Bouches-du-Rhône)

Conseillers en exercice : **27**  
Présents : **24**  
Procurations : **2**  
Votes : **26**

L'an deux mille **vingt-quatre**, le **dix décembre**, le Conseil Municipal d'Eyragues, dûment convoqué, s'est réuni à **dix-neuf heures, Salle du Conseil Municipal**, sous la Présidence de **Michel GAVANON**, Maire.

Date de la convocation : **4 décembre 2024**

**OBJET : Convention de financement de travaux - intégration des ouvrages de distribution publique d'électricité dans l'environnement – Chemin de l'Arenier (TR1) - Article 8 : Reliquat 2023 – Eyragues/SMED13**

**Étaient présents les Conseillers Municipaux :** GAVANON Michel, TROUSSEL Marc, POURTIER Yvette, DELAIR Patrick, MISTRAL Christiane, PANCIN Pierre, NIETO Corinne, AMAT Bruno, REY Nathalie, BOUCHET Aurélien, ROSSI Yannick, FRESQUET Véronique, SALINAS Bérangère, BARAT Michel, OWEDYK Corinne, CHAUVIN Kenny, AMIARD Ludivine, COSTES Delphine, KAPPES Vincent, MOUSSY Éric, JULLIAN Madeleine, GIORDANI CONSTANSO Marie-Hélène, HOUDIN Florence, LIBOUREL Vincent.

#### Résultat du vote :

Pour : **26**  
Contre : **0**  
Abstentions : **0**

**Absents excusés et représentés :** DELABRE Éric représenté par GIORDANI CONSTANSO Marie-Hélène, PERRIN Christine représentée par HOUDIN Florence

**Absent excusé :** ROSELLO Louis

La présente convention a pour objet de définir les modalités administratives et financières relatives à une opération d'esthétique :

- Mise en technique discrète et/ou en souterrain des réseaux de distribution publique d'énergie électrique.

Cette opération, retenue dans le cadre de l'intégration des ouvrages de distribution publique d'énergie électrique dans l'environnement (Article 8) est située :

- Chemin de l'Arenier (tranche 1)

Au terme des travaux énoncés ci-dessus, le SMED13 pourra proposer à la Commune des travaux supplémentaires de même nature, dans la limite de l'enveloppe financière visée à l'article 2 de la présente convention.

Le coût de l'opération est estimé à 18 706 € HT maximum.

Il comprend les travaux, les études, les frais annexes et 7% de maîtrise d'œuvre, assurés par le SMED13.

La TVA sera récupérée par le SMED13 selon le mécanisme du transfert de droit à déduction prévu par l'article 52 du cahier des charges de concession auprès du Concessionnaire Enédis.

Le plan de financement entre le SMED13 et la Commune, en HT, se présente de la manière suivante :

SMED13, au moyen de l'article 8 du cahier des charges de la concession (40% plafonné à 120 000 €)	7 482 €
Commune, (solde de l'opération)	11 224 €

La présente convention prend effet à la date de signature des parties et se termine à la récupération totale des différentes participations et subventions par le SMED13.

Le Conseil Municipal, à l'Unanimité décide de :

**Autoriser** Le Maire ou son représentant à signer la convention de financement de travaux citée en objet,

**Préciser** que les crédits sont prévus au budget.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus. Pour extrait certifié conforme et exécutoire.

*Le Maire certifie le caractère exécutoire du présent acte, qui selon sa nature, a fait l'objet d'une publication ou d'une notification et a été transmis aux services de l'Etat au titre du contrôle de légalité.*

Michel GAVANON



Maire d'Eyragues

*Les Délibérations sont rendues exécutoires à la date de leur publication et leur télétransmission au contrôle de légalité. Elles peuvent faire l'objet d'un recours notamment en excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille 24 Rue Breteuil, 13006 Marseille Cedex ou par saisi sur l'application informatique «Télerecours citoyens» accessible par le site Internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :*

- *date de sa réception par le représentant de l'État ;*
- *date de sa publication.*

*Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant la Commune, ce délai suspendant le délai de recours contentieux qui commencera à courir soit :*

- *à compter de la notification de la réponse de la Commune ;*
- *deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la Commune pendant ce délai.*